Le système éducatif québécois

Bernadette Plumelle

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ries/1931>

DOI : 10.4000/ries.1931

ISSN : 2261-4265

Éditeur

France Education international

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2002

Pagination : 136-145

ISBN : 2-84520-553-8

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Bernadette Plumelle, « Le système éducatif québécois », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 29 | avril 2002, mis en ligne le 25 novembre 2011, consulté le 06 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ries/1931> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.1931>

Ce document a été généré automatiquement le 6 juillet 2021.

© Tous droits réservés

Le système éducatif québécois

Bernadette Plumelle

- ¹ L'histoire du système éducatif québécois présente des caractéristiques spécifiques dues notamment à l'importance des structures catholique et protestante et aux différences linguistiques des deux principales communautés. L'organisation et la gestion du système scolaire par ces deux hiérarchies religieuses ont retardé la prise en charge de l'éducation par l'État. Pourtant, les différentes réformes entreprises depuis ces quarante dernières années ont permis au Québec de rattraper son retard. Alors qu'au début des années 60, seuls 14 % des élèves atteignaient la dernière année du cycle secondaire, en 1999, 83,5 %¹ obtiennent un diplôme d'études secondaires. Le système éducatif québécois soutient avantageusement la comparaison au niveau international ; les tests PISA² en apportent la preuve. Ces tests internationaux, organisés par l'OCDE en 2000 pour évaluer les connaissances, viennent d'être publiés et confirment le bon résultat des élèves du Québec : sur l'ensemble de 32 pays industrialisés que constitue l'OCDE, le Québec se situe au quatrième rang en sciences et en lecture, au deuxième rang en mathématiques.

	Québec	France
Territoire	1 667 926 km ²	547 026 km ²
Densité hab/km ²	4,40	107,9
Population (1999)	7 349 100 hab.	59 238 000 hab.
Dépense publique Éducation % PIB Source : OCDE, <i>Regards sur l'éducation 2001</i>	7,6 % (1999)	7,2 % (1999)
Espérance de scolarisation pour un enfant de 5 ans (1998-1999)	15,5 ans Source : <i>Indicateurs de l'éducation 2001</i> , ministère de l'Éducation	15,5 ans Source : <i>L'État de l'école</i> , octobre 2000, ministère de l'Éducation
Titulaires d'un diplôme de fin d'études secondaires (1997-1998) Source : OCDE, <i>Regards sur l'éducation</i> , 2000	81 % (avec un écart très fort entre les hommes : 71 %, et les femmes : 88 %)	87 %

- 2 Pourtant, le ministre québécois de l'Éducation, François Legault, réaffirme dans le même moment « la volonté du gouvernement du Québec de faire de l'éducation une priorité et d'intensifier [ses] efforts pour la réussite ». Conçue dans la foulée du Sommet du Québec et de la jeunesse en 2000, la nouvelle réforme a l'objectif ambitieux de lutter contre les inégalités qui persistent chez les jeunes de milieux défavorisés et de « diplômer » 100 % des jeunes. Cette réforme s'appuie sur les travaux de la Commission des états généraux de l'éducation³ publiés en 1996. Elle veut remédier aux problèmes persistants tels que la maîtrise insuffisante du français, le taux important des redoublements dans le cycle primaire et l'abandon scolaire des élèves pendant le cycle secondaire.
- 3 Inscrite comme une priorité nationale, la réforme est destinée à traverser l'ensemble de l'édifice éducatif du cycle primaire au cycle universitaire et concerne toute une série de mesures touchant aux contenus, à l'organisation et aux différents acteurs du système éducatif. La très grande décentralisation et l'implication des différents acteurs du système scolaire (commissions scolaires, conseils d'établissement, directions d'école et enseignants) autour du plan de réussite en sont les deux grands axes. Dans le cycle primaire, les réformes ont déjà commencé mais des réticences se sont fait entendre en novembre 2001. Les enseignants réclament plus de moyens et de nombreux observateurs, parents et enseignants, craignent que la réforme n'engendre une baisse des exigences de qualité.
- 4 La réforme actuelle du Québec est une réponse originale à une problématique commune à beaucoup de pays développés. Comment apporter une amélioration qualitative à l'enseignement en réduisant les inégalités et en offrant un véritable accès démocratique à l'éducation ?

Spécificités du système québécois : deux langues, deux communautés

- 5 Le Canada est une confédération de dix provinces et trois territoires. Selon sa constitution, l'éducation relève de la compétence des provinces et des territoires, il n'y

a donc pas de ministère de l'Éducation au niveau fédéral⁴. Même s'il existe des similitudes fortes entre les différents systèmes éducatifs du Canada, chacun a été modelé par son histoire, sa géographie et sa spécificité culturelle.

- 6 Le Québec, une des dix provinces du Canada, est un îlot francophone dans un océan anglophone. Avec une superficie totale de 1 667 926 km², il est trois fois plus grand que la France et couvre 15,5 % de la surface du Canada⁵. En 1999, la population du Québec s'élevait à 7 349 100 habitants, soit 25,4 % de la population canadienne. Elle est répartie très inégalement à l'intérieur de la province, les régions périphériques sont les moins peuplées, la majorité des habitants⁶ étant rassemblée le long du Saint-Laurent, particulièrement entre Montréal⁷ et Québec.
- 7 Actuellement, les francophones constituent 82 % de la population du Québec ; les anglophones d'origine ne représentent plus que 8,5 % de la population, contre 13 % en 1971. Les allophones⁸, immigrés dont la langue maternelle n'est pas le français, constituent aussi une minorité importante (9,5 %). Dans l'histoire du Québec, le peuplement s'est fait en plusieurs étapes ; la période française (1608-1760) débute avec la fondation de la ville de Québec ; la période anglaise (1761-1900) voit arriver les colons d'Amérique, d'Écosse et d'Irlande. Vers 1860, les immigrants anglophones sont environ 215 000 mais pendant cette période, la population francophone poursuit son expansion, ouvrant à la colonisation de nouveaux espaces. À la naissance de la Confédération canadienne, en 1867, deux grands groupes coexistent au Québec : les catholiques français et les protestants britanniques.

Une difficile et tardive laïcisation du système scolaire

- 8 Une caractéristique originale du système éducatif québécois est le rôle fondamental de l'Église, dès les origines de la colonisation française, dans l'organisation et la gestion des écoles, les modes d'enseignement et ses contenus. Son système scolaire a été fondé et a été structuré historiquement sur la base d'une division confessionnelle entre catholiques et protestants. Celle-ci a d'ailleurs été inscrite dans la Constitution canadienne comme dans les textes législatifs du Québec⁹.
- 9 Des différences existaient au niveau des réseaux des écoles catholiques et protestantes ; le système scolaire protestant, essentiellement public, est alors mieux structuré et plus accessible que le système catholique mais la multiplicité et l'incohérence des filières scolaires, l'accès limité aux études, le sous-financement des universités sont quelques-unes des caractéristiques qui définissent, jusqu'au milieu du vingtième siècle, l'éducation au Québec. L'opposition des autorités religieuses à la prise en charge de l'éducation par l'État a empêché celui-ci d'exercer une autorité en matière d'enseignement jusqu'à cette époque et a freiné la modernisation nécessaire du système scolaire.

Modernisation du système éducatif québécois

- 10 La modernisation du système éducatif a été tardive mais les changements ont été radicaux. Le système éducatif unifié est sous l'autorité du ministère de l'éducation. Celui-ci partage ses responsabilités avec les réseaux de l'enseignement, commissions scolaires et conseils d'établissement, qui sont chargés d'offrir les programmes d'études et les autres services éducatifs.

- 11 Durant la première moitié du vingtième siècle, au regard des autres provinces du Canada, le Québec présente des résultats médiocres sur le plan de la scolarisation de sa population, particulièrement pour la partie francophone¹⁰. En 1943, la loi de l'instruction obligatoire est adoptée ; elle oblige les parents à envoyer leurs enfants à l'école de 6 à 14 ans, et cela, sous peine d'amendes. La loi abolit aussi les frais de scolarité dans le cycle élémentaire et instaure la gratuité des manuels. Dès l'après-guerre, l'éducation apparaissant comme un levier de modernisation et un gage de plus grande égalité sociale, la nécessité de grandes réformes s'impose à tous. En 1961, d'importantes mesures législatives sont présentées, regroupées sous le terme de « grande charte de l'éducation », rallongement de la scolarité obligatoire (15 ans), gratuité jusqu'à la fin du cycle secondaire, allocations et bourses pour les étudiants, subventions gouvernementales accrues. Une des décisions importantes réside dans la création de la Commission royale d'enquête sur l'organisation et le financement de l'enseignement. Cette Commission, appelée aussi Commission Parent¹¹, est à la base des réformes ayant conduit au système actuel. Dans son rapport, dont les premiers tomes ont été publiés en 1963, elle préconise un système scolaire unifié, intégré, public depuis la maternelle jusqu'à l'université et placé sous l'autorité d'un ministre de l'Éducation. L'éducation publique, financée par l'État, est gratuite jusqu'à la fin de l'école secondaire pour toutes les personnes ayant la citoyenneté canadienne ou le statut de résident permanent. L'enseignement privé ne disparaît pas pour autant. On reconnaît le droit aux parents de choisir l'établissement qui « assure le mieux le respect des droits de leurs enfants ». Avec l'adoption de la loi de l'Enseignement privé en 1968, ces institutions déclarées d'intérêt public obtiennent d'importantes subventions gouvernementales.
- 12 La réforme modifie aussi les différents cycles d'enseignement, les programmes et la pédagogie ; des programmes-cadres sont instaurés définissant les objectifs à atteindre et précisant les matières d'enseignement ; les méthodes d'éducation active sont privilégiées. Cette réforme globale de l'éducation publique se traduit aussi par un accroissement du rôle de l'État avec la création du ministère de l'Éducation en 1964.

Loi sur la langue française

- 13 La même Commission recommande en 1964 des mesures très fermes pour protéger le français dans les écoles et les universités. En effet, les immigrants¹², majoritairement, préfèrent inscrire leurs enfants dans les écoles anglaises (protestantes) réputées meilleures. La baisse de la natalité des Québécois francophones et l'accroissement du nombre d'immigrants fragilisent la communauté francophone. Avec le poids politique représenté par le mouvement nationaliste, un premier compromis est tenté, en 1968, autour de la loi favorisant l'instruction scolaire en français. Deux ans plus tard, le français devient la langue officielle du Québec. Lorsque le nouveau Parti québécois (séparatiste) remporte les élections provinciales, les nationalistes font voter la loi 101, en 1977, qui représente un tournant dans le débat linguistique au Québec. Avec cette loi, appelée aussi Charte de la langue française, tous les enfants sont tenus de fréquenter des établissements scolaires primaire et secondaire d'expression française. La seule exception tolérée concerne les Québécois d'origine qui ont reçu leur enseignement primaire dans une école anglaise. Ils peuvent alors choisir la langue de

scolarisation de leur enfant. Pour tous les nouveaux venus, qu'ils viennent du Canada ou d'ailleurs, le français est de rigueur jusqu'à l'université.

Organisation du système éducatif actuel : une décentralisation des pouvoirs

- ¹⁴ La gestion du système éducatif s'organise à trois niveaux : le ministère de l'Éducation, les commissions scolaires et les conseils d'établissement. Le ministre de l'Éducation dispose de différents outils d'intervention. Outre la mise en œuvre des lois et règlements ainsi que la définition des orientations données au système d'éducation, les programmes (éducation préscolaire, primaire, secondaire et collégiale) et l'établissement des épreuves sanctionnant les études secondaires et collégiales font partie de ses prérogatives. Le ministère est assisté du Conseil supérieur de l'Éducation, organisme consultatif formé de 24 membres issus de divers groupes composant la société québécoise.

Commissions scolaires

- ¹⁵ Localement, l'enseignement public relève de l'autorité des commissions scolaires¹³. Cette structure, intermédiaire entre le ministère et les écoles, est chargée d'organiser les services scolaires d'un territoire donné. Il en existe actuellement 72 sur toute la province. Depuis le 1^{er} juillet 1998, elles regroupent des écoles publiques, des centres d'éducation des adultes et des centres de formation professionnelles sur une base linguistique et non plus confessionnelle. Le fonctionnement de cette instance est démocratique puisque, depuis 1971, les commissaires sont élus au suffrage universel¹⁴ dans toutes les commissions scolaires. Il existe plusieurs autres lieux de participation et de consultation obligatoires ; le dernier en date, le conseil d'établissement, est destiné à permettre une plus grande décentralisation des pouvoirs.

Conseil d'établissement

- ¹⁶ En novembre 1997, avec les lois de décentralisation, le Québec prend des mesures pour donner plus de pouvoirs aux parents et aux enseignants sur la gestion de leurs écoles ; une nouvelle structure est mise en place : le conseil d'établissement. Les commissions scolaires continuent d'administrer les activités de l'école et d'organiser les prestations des services scolaires, mais ses pouvoirs sont réduits en ce qui concerne les curricula et les programmes scolaires. Chaque conseil d'établissement¹⁵ comprend un maximum de vingt membres, dont la moitié est composée de parents, l'autre moitié de personnels de l'école (enseignants, élèves, direction d'école) et de membres de la collectivité. Ils ont un certain pouvoir puisqu'ils peuvent décider d'introduire de nouveaux cours au-delà du programme d'études de base, décider du temps alloué à chaque matière, de la composition du budget de l'école, des moyens d'encadrer des élèves, des méthodes d'enseignement et des mesures d'évaluation, de la nature du projet éducatif, des modalités d'application du régime pédagogique, des activités hors-classe, des plans de réussite. L'autonomie ainsi accordée doit, selon la réforme, permettre une amélioration de la réussite scolaire des élèves et de leur vie dans l'école.

La réforme actuelle

- 17 Commencée avec la décentralisation des pouvoirs et la création des conseils d'établissement en 1997, la réforme actuelle se développe à tous les niveaux du système éducatif : redéploiement des moyens, élaboration des objectifs par les différents acteurs, redéfinition des contenus et modalités d'évaluation, le plan de réussite étant la clé de voûte de la réforme.

Moyens mis en œuvre

- 18 Avec cette nouvelle réforme, le ministère de l'Éducation, désireux de décentraliser davantage ses budgets¹⁶, met en place un nouveau mécanisme de distribution des crédits pour l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire dès cette année. Les directeurs d'école, les conseils d'établissement et les commissions scolaires peuvent dépenser leur argent selon des priorités qu'ils établissent eux-mêmes. En contre-partie, ces instances doivent rendre des comptes et répondre aux objectifs établis. Pour cela, le ministre de l'Éducation exige des écoles qu'elles élaborent des « plans de réussite »¹⁷ comportant des objectifs d'ordre qualitatif, en vue de l'amélioration de la réussite des élèves.

Le plan de réussite

- 19 Les plans de réussite s'appliquent aux écoles primaires qui se sont engagées à réduire le taux de redoublement comme aux écoles secondaires qui doivent diminuer le taux d'abandon scolaire. L'élaboration de ces plans de réussite est à la charge des conseils d'établissement. Ils doivent analyser la situation de l'école, définir les obstacles rencontrés (environnement social défavorisé, par exemple), donner des objectifs mesurables (baisse du redoublement étalée sur trois ans) et les moyens mis en œuvre pour les atteindre. Chaque école se détermine en fonction des caractéristiques socio-économiques et culturelles de son environnement. Ces plans de réussite sont ensuite examinés par le ministère chargé de mettre en garde les écoles ayant proposé des cibles trop modestes.
- 20 Même si l'élaboration du plan de réussite, au sein de chaque structure, école primaire ou école secondaire, est confiée au conseil d'établissement, la participation des enseignants et des directions d'école est essentielle. Dès le printemps 2000, les premiers travaux ont commencé, diagnostics et propositions de mesures ont été faits dans l'assentiment général. Dans un deuxième temps, le ministre a exigé des objectifs chiffrés et ambitieux, procédure qui a été refusée par les enseignants accusant les directeurs d'école de majorer les chiffres de manière artificielle pour pouvoir s'ajuster aux exigences du ministère. Débats et divergences sont apparus à cette occasion et ont été relayés par les syndicats d'enseignants¹⁸. En fait, les conceptions du ministère et des enseignants sur la réforme s'opposent. Pour le corps enseignant, l'ensemble de la réforme doit partir d'une approche globale, il refuse d'emblée la « détermination d'objectifs de réussite en termes exclusifs de taux de diplomation ou de non retard scolaire [...] ou encore le fait de faire porter à chacun des établissements et des enseignants la responsabilité des difficultés scolaires des élèves. »¹⁹

Les évaluations

- 21 Ces dernières années, l'évaluation (notes, classement des élèves) provoquait de tels conflits de valeur qu'elle avait été mise de côté mais devant le niveau médiocre des élèves, particulièrement en français, le ministère a décidé de porter ses efforts sur l'évaluation. Chaque commission scolaire doit mettre en place un bulletin scolaire sur lequel les résultats de l'élève sont notés avec, en regard, la moyenne de la classe. De plus, les attentes à la fin de chaque cycle et pour chaque matière enseignée ont été redéfinies. Enfin, le ministre de l'éducation a annoncé que tous les élèves à la fin de la sixième année, en fin de primaire, devront passer des examens²⁰ nationaux obligatoires sur les matières de base (français, mathématiques, histoire), ceci permettant une évaluation uniforme des élèves dans toute la province.
- 22 Une pierre d'achoppement réside dans l'évaluation des enseignants. Après accord avec les syndicats d'enseignants, de prudents premiers pas ont été faits dans certaines commissions scolaires qui ont préféré nommer cette étape d'évaluation la « supervision pédagogique ». Il est à noter que les commissions scolaires concernées se sont engagées à détruire les évaluations en fin d'année scolaire.
- 23 Pour atteindre l'objectif fixé de réussite pour 100 % des jeunes, les premières applications de la réforme portent sur les cycles primaire et secondaire.

Cycle primaire

- 24 La réforme, commencée à la rentrée de septembre 2000 pour les deux premières années du cycle primaire (6-7 ans), a deux objectifs fondamentaux : réduire le taux des redoublements et améliorer les performances dans les matières de base. Organisation et programmes de base ont donc été revus. Les études²¹ dans le cycle primaire durent six années, elles ont été divisées en trois cycles de deux ans. Les programmes ont été redéfinis, les élèves doivent passer plus de temps dans les matières de base comme les mathématiques, la science et technologie, l'histoire ou le français et l'enseignement doit être plus concret surtout pour les garçons qui réussissent moins bien dans les évaluations.
- 25 Actuellement, il existe d'importants taux de redoublement au primaire (22 %). Dans les plans de réussite, les écoles ont été tenues de fixer des objectifs quantitatifs de réussite et de non-retard scolaire à atteindre au bout de trois ans. Il est prévu, en moyenne, que le taux de redoublement diminue de moitié d'ici à 2003.

Cycle secondaire

- 26 L'organisation des études²² secondaires se fait sur cinq ans, répartis en deux cycles d'enseignement. Le premier cycle, d'une durée de trois ans, est centré sur l'enseignement des matières de base. Le second cycle permet aux élèves de poursuivre leur formation générale tout en préparant, par un système de cours optionnels, soit aux études universitaires, soit à une formation professionnelle de courte ou longue durée. Le diplôme d'études secondaires, ou le diplôme d'études professionnelles, est décerné aux élèves qui terminent avec succès les cours obligatoires et facultatifs de leur programme scolaire. Il existe, par ailleurs, des épreuves²³ uniques en quatrième et cinquième années du secondaire (français, histoire, anglais, sciences physiques et mathématiques) qui doivent obligatoirement être réussies pour obtenir ce diplôme.

- 27 La réforme s'est fixé deux objectifs pour le cycle secondaire : rehausser les exigences de l'épreuve de français en fin de secondaire pour élever le niveau avant le passage au cycle collégial²⁴ (structure scolaire intermédiaire entre le secondaire et l'université qui dure deux ans) et faire tomber le taux d'abandon scolaire²⁵. Ce phénomène n'est pas spécifiquement québécois, l'OCDE le constate dans tous les pays industrialisés ; mais il prend une ampleur particulière ici. Il existe des écoles, dans les milieux défavorisés, où le taux de décrochage peut atteindre entre 40 et 60 %²⁶.
- 28 De nombreuses études ont été produites par des chercheurs de l'éducation et des moyens ont déjà été engagés pour lutter contre ce phénomène. La réforme actuelle permet d'augmenter les ressources financières²⁷ surtout dans les écoles regroupant un nombre important d'enfants provenant de milieux défavorisés, là où le taux de décrochage atteint en moyenne 43,5 %. De même, on réfléchit à des structures proposant aux jeunes des projets de vie en même temps que l'accès aux connaissances. L'« école orientante » en est un exemple. Cette structure, inspirée du concept américain de *career education*, intègre à la discipline étudiée en classe des activités d'exploration professionnelle, en partenariat avec les entreprises locales et les parents²⁸. De plus, il est demandé que les façons d'enseigner soient repensées, l'apprentissage interdisciplinaire et par projet favorisé. Il est prévu que la durée des cours soit modifiée pour être plus souple. On vise également à diminuer le nombre d'élèves par classe, renforcer les liens avec les familles et susciter la participation de la communauté²⁹.
- 29 Les établissements secondaires, dans les plans de réussite, se sont engagés à diminuer le taux de décrochage de 32 % à 12 % à l'horizon de 2003.
- 30 La mise en place d'un système éducatif moderne, très tardive au Québec, a permis en une cinquantaine d'années de rattraper le retard de scolarisation de sa population. Pourtant, l'objectif de « réussite pour tous » n'est pas encore atteint. En 1996, environ une personne sur cinq, de 15 ans et plus, était encore faiblement scolarisée.
- 31 Les différentes réformes successives entreprises par le Québec ont bouleversé le paysage éducatif de la province. En effet, ces transformations ont conduit à l'atténuation progressive du clivage traditionnel anglophones-protestants/francophones-catholiques dans le domaine de l'éducation. Depuis le 1^{er} juin 2000, le système scolaire québécois n'est plus défini selon la biconfessionnalité, catholique et protestante, qui a marqué son aménagement. Le processus de laïcisation du système scolaire, après avoir été freiné pendant plus d'un siècle, s'est accéléré ces dernières années³⁰. Le vote par l'Assemblée nationale du Québec, en juin 2000, suite à un changement législatif, de la *Loi modifiant diverses dispositions législatives dans le secteur de l'éducation concernant la confessionnalité* (loi 118) met un point final à ce processus. Le statut confessionnel des écoles comme les structures confessionnelles du ministère de l'Éducation et du Conseil supérieur de l'éducation sont abolis.
- 32 De la même manière, l'ancien antagonisme anglo-français perd de sa virulence et les luttes linguistiques entre les deux communautés n'ont plus vraiment de raison d'être. 95 % des habitants du Québec savent le français et l'utilisent quotidiennement, soit une augmentation de 7 % en dix ans. 90 % des enfants nouveaux arrivants au Québec intègrent l'école française ; à Montréal, ils constituent près de la moitié de la population des écoles françaises. Même la plus grande partie (3/4) des minorités³¹ anglophones et allophones, nées au Québec, optent pour l'enseignement en français.

- 33 La nouvelle réforme a l'objectif ambitieux de « diplômer » 100 % des jeunes et veut remédier aux problèmes persistants tels que l'insuffisante maîtrise du français et le taux important des redoublements dans le cycle primaire, mais son succès n'est pas garanti.
- 34 Les programmes engagés par le gouvernement québécois sont coûteux, la refonte du cycle primaire a déjà coûté entre 5 et 6 millions de dollars canadiens (3,5 à 4 millions d'euros). Or, la situation économique s'étant dégradée comme dans les autres pays, des coupes budgétaires ont été à l'origine de conflits avec le corps enseignant³² qui réclamait de nouveaux moyens matériels et humains.
- 35 En donnant une autonomie accrue et en offrant une participation généralisée des parents, des enseignants, des directions d'écoles et de la collectivité en général, le gouvernement québécois entreprend une très forte décentralisation des pouvoirs. Les changements envisagés sont malgré tout porteurs de beaucoup d'incertitudes pour tous les acteurs, ce qui entraîne, du même coup un certain scepticisme. Les enseignants se plaignent de leur impréparation et réclament un accompagnement plus important : 60 % des enseignants ont demandé un délai de deux à trois ans pour intégrer la réforme, mesure qui a été accordée par le ministre. Les directeurs d'écoles souhaitent, de manière unanime, que la réforme amène un transfert de pouvoirs réels vers les établissements. Leur inquiétude concerne l'engagement des enseignants et de leurs syndicats et la volonté de la part des commissions scolaires d'accepter ce processus de transferts de pouvoir. Cela ne va pas sans l'émergence de nouveaux rapports de force, avec le risque de tensions ou de conflits ouverts, entre les différents acteurs représentés au sein du conseil d'établissement. Il existe aussi des incertitudes quant au degré de préparation des parents d'élèves, pas toujours à même d'exercer judicieusement des pouvoirs au sein de l'école. Or, la réforme se joue principalement à ce niveau-là puisque le pivot central des transformations porte sur le caractère contractuel de la mise en place du plan de réussite, contrat élaboré entre le ministère et les conseils d'établissement.
- 36 Dans de nombreux pays, la question de l'éducation est considérée comme la clé de voûte de la prospérité, elle est l'objet de tous les débats et des moyens économiques très élevés sont accordés à son fonctionnement. Les attentes sont, elles aussi, à la hauteur des enjeux. Il n'est pas de pays qui ne débattent de son système éducatif et des améliorations à mettre en œuvre. Le Québec apporte des réponses originales dans les domaines de l'organisation, contenus, moyens et résultats attendus. Pourtant, pour que la réforme aboutisse, elle doit rencontrer l'assentiment des différentes instances éducatives. Les débats actuels et les réticences évoquées au sein du corps enseignant montrent que ce pari n'est pas encore gagné. Dans ces conditions, le Québec pourra-t-il véritablement asseoir et réaliser les objectifs de sa réforme ?

NOTES

1. Ces chiffres sont extraits du *Portrait social du Québec, données et analyse. Edition 2001*, Institut de Statistique du Québec, 2001.
2. PISA (programme international pour le suivi des acquis des élèves). Il mesure les connaissances des jeunes de 15 ans dans trois domaines : la culture scientifique, les mathématiques et la lecture.
3. Guy Pelletier, dans le numéro 11 de la *R.I.E.S.* de septembre 1996, fait une analyse détaillée des travaux de la Commission des états généraux sur l'Éducation.
4. Le Conseil des ministres de l'Éducation (CMEC), créé en 1967, est la seule structure au niveau fédéral. Il est une tribune où les différents ministres du Canada peuvent se rencontrer pour discuter de dossiers et de préoccupations communes.
5. Villes et agriculture n'occupent que 2 % de la superficie.
6. La population urbaine (77,9 %) domine largement la population rurale (22,1 %).
7. Montréal est la deuxième agglomération du Canada, derrière Toronto et la deuxième ville francophone du monde après Paris. Elle regroupe 46,4 % de la population de la province de Québec.
8. Chaque année, 25 000 à 35 000 personnes s'installent au Québec, originaires essentiellement d'Amérique latine, du Moyen Orient et d'Asie orientale.
9. La *Loi sur l'Instruction publique du Québec* et la *Loi sur le ministère de l'Éducation*.
10. « En 1931, à peine les deux tiers des enfants de 14 ans sont encore à l'école. La situation est particulièrement dramatique en milieu rural où seulement la moitié des adolescents fréquentent l'école » A. Dufour, *Histoire de l'éducation au Québec*, 1997, Boréal. p. 74
11. Commission présidée par Monseigneur Parent, vice-recteur de l'Université Laval, et formée de personnalités représentatives de différents milieux et groupes sociaux au Québec.
12. C'est le cas de la communauté des catholiques irlandais qui s'installent à Montréal à la fin du XIX^e siècle, comme plus tard de la communauté italienne.
13. La Commission scolaire est administrée par un conseil des commissaires dont la composition et le fonctionnement sont réglés par la loi sur l'Instruction publique.
14. De 1846 à 1971, les commissaires étaient nommés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil et par l'archevêché de Québec ou de Montréal. Tous les citoyens de plus de 18 ans peuvent actuellement élire les commissaires d'école.
15. La présidence du conseil est assurée par un parent. Parents et enseignants ont une représentation égale, la direction de l'école n'a pas le droit de vote.
16. Le budget du ministère de l'Éducation pour l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire est distribué dans le réseau des commissions scolaires et les établissements d'enseignement privé.
17. Un descriptif des plans de réussite se trouve sur le site du ministère de l'Éducation : http://www.meq.gouv.qc.ca/publications/plan_reussite/index.htm. (Consultation le 15 décembre 2001).
18. « Nous voulons une qualité d'éducation la meilleure possible. C'est pourquoi nous continuerons à défendre une conception globale de l'éducation qui, d'office, ne peut se limiter à une approche uniquement chiffrée, mesurable de la réussite » Madame Richard, présidente du CSQ (centrale des syndicats du Québec), qui regroupe différents syndicats de travailleurs de l'enseignement public et privé, des secteurs sociaux et de la santé.
19. Ces propos, de Madame Richard, se trouvent sur le site Internet du CSQ : <http://www.csqqc.net/fche3/fiche398/html> (consultation le 15 décembre 2001).
20. Les épreuves seront mises en place dans l'année scolaire 2004-2005.
21. La durée des cours est de 23 heures et demie sur cinq jours complets.

22. La semaine d'école est répartie sur cinq jours et comporte, au minimum, 25 heures de cours.
23. Ces épreuves sont préparées par le ministère de l'Éducation.
24. Un rapport de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial avait établi que les élèves issus du secondaire, à leur entrée au collégial, possédaient une maîtrise insuffisante du français écrit.
25. Les récentes données statistiques de l'ISQ (institut de statistique du Québec) traduisent une relative amélioration de ce phénomène (le décrochage a chuté de 12 % depuis 1986 pour les jeunes de 17 ans) mais il reste encore important.
26. *Le Devoir*, 13 octobre 2001.
27. Le ministère a augmenté de 5,4 % le budget des commissions scolaires pour venir en aide aux enfants en difficulté et aux écoles de milieux défavorisés (*Le Devoir*, 4 juin 2001).
28. Pour inciter les commissions scolaires à promouvoir ce type de structure, le ministre de l'Éducation a décidé, en 2001, de débloquer 20 millions de dollars canadiens (13,9 millions d'euros).
29. *Le Devoir*, 12 juin 2001.
30. En décembre 1997, l'article 93 de la constitution canadienne qui protégeait les commissions scolaires confessionnelles de Québec et de Montréal est amendé par le parlement canadien.
31. Les minorités anglophones et allophones forment 18 % de la population de la province.
32. Les enseignants ont mené des grèves très suivies en novembre 2001 pour réclamer une revalorisation de leurs salaires. Devant le refus du gouvernement québécois, ils observaient une grève larvée refusant de participer aux activités hors de leur service normal d'enseignant.
-

INDEX

Index géographique : Québec, Canada

AUTEUR

BERNADETTE PLUMELLE

Responsable du Centre de ressources documentaires du CIEP. [plumelle@ciep.fr]